

Cuba : un pas de plus vers le capitalisme

Article publié dans « L'Anticapitaliste » du 31 octobre 2013

<http://npa2009.org/node/39391>

Raul Castro a annoncé le début du processus de réunification des deux monnaies qui circulent depuis 19 ans à Cuba.

En 1993, pour faire face à l'effondrement consécutif à la chute du bloc soviétique, le gouvernement a officialisé la dollarisation rampante de l'économie, en créant le peso convertible (à parité fixe avec le dollar) à côté du peso cubain (qui vaut actuellement 1/25^{ème} d'un peso convertible). Associé au démantèlement du monopole étatique du commerce extérieur, la nouvelle monnaie a permis de développer le tourisme et les investissements étrangers pour financer les importations.

Le développement du secteur privé (national et étranger) a accru les inégalités : la majorité des travailleurs sont payés en peso cubain et n'ont pas accès aux biens importés évalués en peso convertible (un litre de lait vaut par exemple environ 15% du salaire mensuel moyen). Outre les services publics gratuits (éducation, santé, ...), les Cubains ne peuvent survivre que grâce à la libreta, de plus en plus réduite, qui fournit à chacun des produits de base à bas prix. Mais pour pouvoir consommer des légumes ou de la viande, les cubains doivent se tourner vers le marché libre hors de prix. L'odieux embargo US imposé depuis plus de 50 ans aggrave fortement les difficultés de l'île.

« Normalité »

Trois ans après « l'actualisation du modèle socialiste cubain », et notamment le licenciement de près de 500 000 fonctionnaires, la restauration du capitalisme est en marche suivant « l'exemple » chinois. A la différence des réformes des années 1990, les nouvelles entreprises privées sont désormais autorisées à embaucher des salariés. Le secteur non étatique devrait représenter plus de 40% du PIB en 2015. La réforme devrait se traduire par une convergence progressive des deux monnaies, et donc une dépréciation du peso convertible, ce qui peut sembler favorable aux travailleurs puisqu'ils pourront acheter davantage de biens importés. La contrepartie de ces espoirs risque d'être la remise en cause des acquis, services publics gratuits et libreta. Car le sens de la réforme est de faire rentrer Cuba dans la « normalité » capitaliste, et ce sont les travailleurs qui en paieront le prix, en dépit des discours mystificateurs de la bureaucratie. La seule alternative passe par l'initiative autonome des travailleurs pour défendre et étendre ce qu'il reste des conquêtes de la révolution.

Gaston Lefranc